VERSION CONSOLIDEE AU XX/XX/2017
STATUTS DE LA
REGIE DOTE DE LA SEULE AUTONOMIE FINANCIERE
A CARACTERE ADMINISTRATIF
REGIE INTERCOMMUNALE DE COLLECTE ET VALORISATION DES DECHETS

TITRE 1 : FORMATION ET OBJET

Article 1: Dénomination, siège et durée

Conformément aux dispositions des articles L. 2221-1 à L. 2221-9, R. 2221-1 à R. 2221-17, R. 2221-63 à R. 2221-71 et R. 2221-95 à R. 2221-98 du Code général des collectivités territoriales, est créée une régie dotée de la seule autonomie financière à caractère administratif dénommée :

REGIE INTERCOMMUNALE DE COLLECTE ET VALORISATION DES DECHETS

Le siège de la régie est fixé à l'adresse suivante :

Conseil de territoire Istres Ouest Provence, Chemin du Rouquier 13800 Istres,

Les bureaux sont situés à la ZI du Tubé, 1 rue des Peyreron, 13800 Istres.

La régie est créée pour une durée illimitée, sous réserve des dispositions de l'article 11.

Article 2 : Objet

Cette régie est chargée de la collecte et du traitement des déchets ménagers sur le territoire du Conseil de territoire Istres Ouest Provence.

TITRE 2 : ORGANISATION ADMINISTRATIVE

Article 3 : Dispositions générales

La régie est administrée, sous l'autorité du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et du Conseil de la Métropole, par un Conseil d'exploitation et son Président ainsi qu'un Directeur.

Le régime financier, budgétaire et comptable de la régie est celui de la Métropole.

Le Président de la Métropole :

- est le représentant légal et également l'ordonnateur de la régie ;
- prend les mesures nécessaires à l'exécution des décisions du Conseil de la Métropole ;
- présente au Conseil de la Métropole le budget et le compte administratif ou le compte financier ;
- peut, sous sa responsabilité et sa surveillance, déléguer sa signature au directeur pour toutes les matières intéressant le fonctionnement de la régie.

Article 4 : Le Conseil d'exploitation

A) Désignation

Les membres du Conseil d'exploitation sont désignés par le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition de son Président. Il peut être mis fin à leurs fonctions dans les mêmes formes. (article R 2221-5)

B) Composition

Le Conseil d'exploitation est composé de 11 membres.

Les catégories de membres sont fixées comme suit :

- 6 conseillers métropolitains ;
- 5 personnes « ès-qualités ».

En cas d'absence d'un membre du Conseil d'exploitation, celui-ci pourra donner procuration à un autre membre du Conseil d'exploitation.

C) Durée des fonctions

Conformément aux dispositions de l'article R 2221-4-3° du CGCT, la durée des fonctions de membres du Conseil d'exploitation, ainsi que la durée du mandat du Président ne peuvent excéder celle du mandat des membres du Conseil de la Métropole.

Le renouvellement des membres du Conseil d'exploitation se fera dans les deux mois suivant le renouvellement des conseillers métropolitains.

En cas de vacance pour quel que raison que ce soit, le Conseil de la Métropole pourvoira à son remplacement le plus rapidement possible.

D) Droits et Obligations

Les membres doivent jouir de leurs droits civils et politiques.

Les membres du Conseil d'exploitation ne peuvent :

- prendre ou conserver aucun intérêt dans les entreprises en rapport avec la régie ;
- occuper une fonction dans ces entreprises ;
- assurer aucune prestation pour ces entreprises ;
- prêter en aucun cas leur concours à titre onéreux à la régie.

En cas d'infraction à ces interdictions, l'intéressé est déchu de son mandat soit par le Conseil d'exploitation, à la diligence de son Président, soit par le Préfet agissant de sa propre initiative ou sur proposition du Président de la Métropole.

E) Fonctionnement

1) convocation du Conseil d'exploitation

Le Conseil d'exploitation se réunit au moins tous les quatre mois. Il est en outre réuni chaque fois que le Président le juge utile, ou sur la demande du Préfet ou de la majorité de ses membres. (Article R 2221-9 du CGCT)

Les convocations sont faites par lettre au moins cinq jours francs avant la date de réunion du Conseil d'exploitation. Ce délai est porté à un jour franc en cas d'urgence, sur décision du Président.

L'ordre du jour est arrêté par le Président du Conseil d'exploitation.

2) Organisation des séances et quorum

Le Directeur assiste aux séances avec voix consultative sauf lorsqu'il est personnellement concerné par l'affaire en discussion.

Les séances ne sont pas publiques.

Les séances du Conseil d'exploitation ne peuvent se tenir que lorsque le tiers de ses membres en exercice sont présents.

Si ce quorum n'est pas atteint, le Conseil d'exploitation est reconvoqué à 3 jours au moins d'intervalle et la séance peut valablement se tenir quel que soit le nombre des membres présents ou représentés.

Le Président du Conseil d'exploitation peut inviter en séance du Conseil d'exploitation toute personne extérieure qualifiée sur un point particulier de l'ordre du jour. Cette personne ne prend pas part au vote.

Les décisions du Conseil d'exploitation sont prises à la majorité des membres présents ou représentés.

En cas d'absence, chaque membre peut en effet donner pouvoir de le représenter à un autre membre du conseil dans les conditions définies à l'article 4-B composition. Chaque membre ne peut recevoir qu'un seul pouvoir.

En cas de partage, la voix du Président est prépondérante

3) Modalités d'exercice des fonctions de membre du Conseil d'exploitation

Les fonctions de membre du Conseil d'exploitation sont gratuites. Toutefois, les frais de déplacement engagés par les membres pour se rendre aux réunions du Conseil d'exploitation peuvent être remboursés, sur justificatifs, dans les conditions définies par le décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat.

4) Champ de compétences du Conseil d'exploitation

Le Conseil d'exploitation délibère sur les catégories d'affaires pour lesquelles le Conseil de la Métropole ne s'est pas réservé le pouvoir de décision ou pour lesquelles ce pouvoir n'est pas attribué à une autre autorité par les présents statuts.

Le Conseil d'exploitation est obligatoirement consulté par le Président de la Métropole sur toutes les questions d'ordre général intéressant le fonctionnement de la régie.

Le Conseil d'exploitation peut procéder à toutes mesures d'investigation et de contrôle, et présente au Président de la Métropole toutes propositions utiles.

Le Directeur tient le Conseil d'exploitation au courant de la marche du service.

Article 5 : Le Président du Conseil d'exploitation

Le Président est désigné en son sein par le Conseil d'exploitation, pour une période ne pouvant excéder la limite de durée du mandat métropolitain.

Il prépare et adresse toute convocation au Conseil d'exploitation dans les conditions fixées à l'article 4-E des présents statuts.

Article 6 : Vice-Présidents du Conseil d'exploitation

Conformément à l'article R 2221-9, il appartient au Conseil d'exploitation d'élire un ou plusieurs vice-présidents.

Le ou les vice-présidents sont désignés pour une période ne pouvant excéder la durée du mandat.

Ils sont chargés, dans l'ordre du tableau, de remplacer le Président du Conseil d'exploitation en cas d'absence ou d'empêchement, dans la limite des pouvoirs conférés à ce dernier.

Article 7 : Le Directeur

Le directeur de la régie est nommé par le Président de la Métropole. Le Président de la Métropole met fin à ses fonctions dans les mêmes formes.

Les fonctions de directeur sont incompatibles avec un mandat de sénateur, député, conseiller régional ou général, ou conseiller municipal conféré dans la ou les collectivités intéressées ou dans une circonscription incluant cette ou ces collectivités.

Les fonctions de directeur sont incompatibles avec celles de membre du Conseil d'exploitation de la régie. Le directeur ne peut prendre ou conserver aucun intérêt dans des entreprises en rapport avec la régie, occuper aucune fonction dans ces entreprises, ni assurer des prestations pour leur compte.

En cas d'infraction à ces interdictions, le directeur est relevé de ses fonctions soit par le Président de la Métropole, soit par le préfet. Il est immédiatement remplacé.

Le directeur assure le fonctionnement des services de la régie. A cet effet :

- il prépare le budget ;

- il procède, sous l'autorité du Président de la Métropole, aux ventes et aux achats courants, dans les conditions fixées par les statuts ;

- il est remplacé en cas d'absence ou d'empêchement par le Directeur du Pôle Technique du Conseil de Territoire Istres Ouest Provence.

Le Président de la Métropole peut déléguer, sous sa responsabilité et sa surveillance, sa signature au Directeur.

Dans ce cadre, le Directeur de la Régie est autorisé à procéder aux achats courants, sous l'autorité du Président de la Métropole et sur délégation de ce dernier, dans la limite d'un montant maximum de 4 000 euros hors taxe. Le Président de la Métropole peut à tout moment, retirer ou modifier cette délégation de signature au profit du Directeur.

La Direction Générale des Services Techniques du Conseil de Territoire Istres Ouest Provence sera le référent technique et fonctionnel de la régie au sein de la Métropole.

TITRE 3 : REGIME COMPTABLE, FINANCIER ET BUDGETAIRE

Article 8 : Dispositions générales

Le régime comptable, financier et budgétaire applicable à la régie est celui de la Métropole, sous réserve des dispositions qui lui sont propres.

La régie bénéficie d'un budget propre qui est annexé à celui de la Métropole.

Les fonds de la régie sont déposés au Trésor Public.

Article 9 : Le Comptable

Le comptable de la régie est un comptable direct du Trésor ayant la qualité de comptable principal. Il est nommé par le Préfet, sur avis conforme du directeur départemental des finances publiques.

La nature des dépenses et recettes sera fixée par le Conseil de la Métropole après avis du conseil d'exploitation et du comptable public.

Article 10 : Régime financier

La dotation initiale de la régie a été constituée par des apports en nature effectués par le SAN Ouest Provence, fusionnés au 1er janvier 2016 au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, lesquels ont représenté 1 221 131,85 euros.

Ces apports en nature ont été enregistrés pour leur valeur vénale. Cette dotation s'accroît des apports ultérieurs, des dons et subventions et des réserves.

En fin d'exercice, l'ordonnateur établit le compte administratif et le comptable établit le compte de gestion. Ces comptes sont soumis par le Président de la Métropole, pour avis au Conseil d'exploitation puis sont présentés au Conseil de la Métropole, dans les délais fixés à l'article L 1612-12 du CGCT soit au plus tard au 30 juin de l'année suivant l'exercice.

TITRE 4 : FIN DE LA REGIE

Article 11 : Cessation d'activité

La régie cesse son exploitation en exécution d'une délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence qui détermine la date à laquelle prennent fin ses opérations.

Les comptes sont arrêtés à cette date.

L'actif et le passif de la régie sont repris dans les comptes de la Métropole.

Article 12 : Liquidation

Le Président de la Métropole est chargé de procéder à la liquidation de la régie. Il peut désigner par arrêté un liquidateur dont il détermine les pouvoirs.

Le liquidateur a la qualité d'ordonnateur accrédité auprès du comptable. Il prépare le compte administratif de l'exercice qu'il adresse au préfet du département, siège de la régie, qui arrête les comptes.

Les opérations de liquidation sont retracées dans une comptabilité tenue par le comptable. Cette comptabilité est annexée à celle de la collectivité.

Au terme des opérations de liquidation, la collectivité corrige ses résultats de la reprise des résultats de la régie, par délibération budgétaire.

TITRE 5 : AUTRES DISPOSITIONS

Article 13 : Révision ou modification

Il est procédé à la révision ou à la modification des présents statuts selon les mêmes modalités que celles ayant présidé à leur adoption.